



La mobilisation des ressources locales et inter-africaines devrait être la voie à suivre si le continent tient à ce que sa modernisation économique passe à la vitesse supérieure et accélère la croissance, ont déclaré les experts participant à l'Assemblée annuelle de la Banque africaine de développement.

Prenant part à un débat de haut niveau sur comment l'Afrique pourrait se moderniser et en permettant aux peuples africains de concevoir et de prendre totalement en charge leurs propres stratégies locales, les experts ont souligné la nécessité de faire une priorité la question de l'énergie et du développement des infrastructures.

Mais avant que le continent ne prenne un nouveau tournant sur le chemin baptisé "l'Afrique Transforme l'Afrique", certains ont fait valoir que le manque de mécanisme pour superviser et coordonner la mise en œuvre des projets pourrait anéantir les espoirs de mettre en place des infrastructures qui pourraient être comparables aux meilleures qu'on trouve dans les pays industrialisés.

Ils ont suggéré la création d'une institution pilote qui serait spécifiquement chargée de la coordination et de la mise en œuvre de projets régionaux.

L'idée, n'agrée cependant pas le président de la BAD, M. Donald Kaberuka qui a rapidement mis en garde : "Nous avons déjà suffisamment d'institutions. Nous ne devons pas confondre la création d'institutions avec les actions".

De son point de vue, l'Afrique pourrait travailler avec ses communautés économiques régionales et obtenir les résultats escomptés, à condition que ces regroupements soient dotés des capacités nécessaires.

"Identifions les problèmes et faisons avancer les choses. Nous avons fait suffisamment d'études, nous savons où obtenir des financements et des compétences, mais les réunir pose problème", a déclaré M. Kaberuka, qui a souligné le manque de rigueur dans la mise en œuvre des projets en retard en l'Afrique.

"Nous devons explorer de nouvelles formes de financement pour les infrastructures à travers le continent et apporter des innovations dans les instruments dont nous disposons actuellement", a suggéré M. Andrew Alli, président et directeur d'Africa Finance Corporation au Nigeria.

M. Alli, un des panélistes lors du débat, a souligné le désir de nombreux pays africains d'obtenir des investissements dans les infrastructures en cours et la preuve de leur ouverture pour aux idées nouvelles.

En tant que vieux routier de la gestion des finances et des investissements, il a exhorté les gouvernements africains à créer un climat plus propice aux investissements pour les investisseurs.

"Il y a une pénurie d'actifs à investir, mais de nombreux pays peuvent commencer à développer des marchés de capitaux. Beaucoup reste à faire pour mettre en œuvre les projets d'infrastructure, car ils prennent beaucoup de temps et d'énormes sommes d'argent", a-t-il dit.

M. Alli, un ancien agent des investissements auprès de la Société financière internationale, a déclaré que tous les investisseurs, locaux comme étrangers, devraient être traités également pour éviter le risque de complications.

Il a encouragé les entreprises africaines publiques et privées à procéder à des investissements transfrontaliers.

Pendant ce temps, la ministre nigériane de l'Economie et des Finances, Mme Ngozi Okonjo-Iweala, a déclaré que l'industrie de la construction a été largement négligée en Afrique, malgré son potentiel pour déclencher une croissance phénoménale.

"De nombreux pays ne disposent pas de système adéquat d'hypothèque financière. Nous devons penser de façon créative comment l'adapter dans l'environnement dont nous disposons actuellement et les gouvernements ont le devoir de faire le travail en premier lieu", a-t-elle déclaré.

Sur les investissements inter-africains, le ministre a noté qu'il y avait d'énormes possibilités pour des entreprises comme de nombreuses banques jouent déjà le rôle de rampe de lancement pour des entreprises grâce à leurs filiales en dehors de leur pays d'origine.

"Les Africains ont besoin de communiquer sur les investissements inter-africains. Le potentiel pour nous développer les uns les autres est énorme, sans compter sur l'arrivée des investissements directs étrangers (IDE)", a-t-elle déclaré.

Il émet des doutes sur les chiffres car il déclare ne pas savoir d'où ils venaient, bien que certains experts aient estimé les exigences de l'Afrique en investissements dans les infrastructures essentielles à 93 millions de dollars américains avec un déficit actuel d'environ 45 millions.

"J'ai un sentiment que l'argent privé est sur place prêt à être investi dans les infrastructures. Nous devons combler le déficit, mais ce n'est pas seulement une question d'argent. Nous pouvons faire davantage pour le transport routier et quand il s'agit d'investissement dans des projets énergétiques, il y a beaucoup d'opportunités gaspillées", a fait remarquer M. Kaberuka.

"L'Afrique a besoin à l'instar de l'Europe, de l'Amérique ou de l'Amérique latine de bonnes routes. elle ne doit pas accepter rien de moins que le meilleur au monde", a ajouté le patron de la BAD.

Outre le développement des infrastructures, les participants ont exprimé des vues variées sur la qualité de la croissance notées, ces dernières années, en Afrique et son impact pour l'amélioration du sort des pauvres.

Au cours de la dernière décennie, le continent a enregistré une croissance prometteuse au taux de quatre pour cent, mais maintenant les études ont montré que l'Afrique n'a pas besoin seulement d'une croissance rapide, mais qu'elle devrait atteindre le taux minimum de sept pour cent de réduire la pauvreté et pour générer des emplois.

Sur cela, Mme Okonjo-Iweala a déclaré que chaque pays devrait procéder à son analyse et identifier les obstacles à sa croissance.

"Chaque bout d'analyse montre que chaque pays est en quête d'infrastructures comme une pierre d'achoppement pour baliser le terrain pour la croissance", a-t-elle indiqué tout en faisant observer que d'autres obstacles relèvent de questions de compétences, de gouvernance et de la stabilité politique.

"La croissance ne réduit pas automatiquement la pauvreté", a déclaré Mme Eleni Gabre-Madhin Z, le directeur exécutif de la Bourse des valeurs d'Ethiopie.

"Lorsque nous cherchons des solutions africaines, la première chose qui ressort très largement est que nous devons prendre les pauvres en milieu rural avec nous. L'expérience de l'Ethiopie montre que nous avons bousculé les autres économies à croissance plus rapides en Afrique, mais notre lutte contre la pauvreté a dépassé la croissance", a-t-elle affirmé.

Grâce à ses échanges de marchandises, l'Ethiopie a réussi à hisser ses recettes de café d'environ 38 à 65 pour cent, avec un impact positif sur le bénéfice de ses 15 millions de petits producteurs.

Selon Mme Eleni, la Bourse de l'Ethiopie n'a pas été conçue sur le modèle des échanges en Occident, mais "elle se concentre surtout sur les petits exploitants dans le pays pour leur permettre d'aller de l'avant".